

**Sujet :** [enquete-plu] avis du CEVC sur la révision du PLU

**De :** contact.cevc@laposte.net

**Date :** 19/11/2018 à 11:07

**Pour :** enquete-plu@stjeandemoirans.fr

Monsieur le commissaire-enquêteur,

Vous trouverez en pièce jointe l'avis du Comité écologique Voiron Chartreuse sur le projet de révision du PLU de Saint-Jean-de-Moirans.

Restant à votre disposition,

Cordialement,

Olivier Bouret  
secrétaire du CEVC

---

-----  
Desinscription: envoyez un message a: [enquete-plu-unsubscribe@stjeandemoirans.fr](mailto:enquete-plu-unsubscribe@stjeandemoirans.fr)

---

— Pièces jointes : —

avis PLU Saint-Jean-de-Moirans.pdf

103 Ko

Voiron, le 16 novembre 2018

***AVIS SUR LE PROJET DE RÉVISION DU PLU DE SAINT-JEAN-DE-MOIRANS***

Le CEVC, association du Voironnais pour la protection de l'environnement, a examiné le projet de révision du PLU de Saint-Jean-de-Moirans.

Nous tenons tout d'abord à nous réjouir du classement de la zone humide du Delard en zone N : ainsi sera-t-elle mieux protégée.

Plusieurs points ont attiré notre attention.

***Sur l'autoroute A48 et les EBC***

La société concessionnaire AREA demande que soient supprimés les espaces boisés classés à conserver (EBC) situés sur le domaine public concédé en prétendant que cela est incompatible ainsi que sur les parcelles qu'elle possède en dehors du domaine public concédé. Nous ne partageons pas l'analyse d'AREA et, en tout état de cause, rien ne justifierait que soient supprimés les EBC qui ne sont pas compris dans le domaine public de la concession.

AREA va plus loin en demandant que soient supprimés les EBC à proximité (jusqu'à 10 mètres) de son domaine concédé. Rien ne justifierait que la commune satisfasse une telle demande, ni sur le fond ni sur la forme (ce serait pour nous illégal au vu des documents mis à l'enquête).

Nous relevons aussi la demande d'AREA que l'ensemble du domaine autoroutier soit classé en zone A, donc en zone agricole. Un tel classement peut permettre de faire croire à la préservation des terres agricoles mais il ne correspond pas à la réalité. La commune de Voreppe classe l'autoroute en zone UT (zone urbaine à destination d'infrastructure de transport).

Il nous paraît plus important qu'AREA se préoccupe de rétablir la continuité des cheminements détruits par la construction de l'autoroute : cette continuité n'a été rétablie que partiellement comme sur la RD 120 et la RD 128B où la suppression des accotements n'a pas été compensée par des cheminements sécurisés (en particulier pour les piétons) sur les ponts.

***Sur les canalisations de GRTgaz et les EBC***

Nous attirons l'attention de la commune sur le fait que la servitude d'implantation mentionnée à la page 5 du courrier de GRTgaz ne doit pas être confondue avec la servitude d'effet destinée à protéger les populations. Les EBC ne pourraient donc être supprimés que dans la limite de la servitude d'implantation.

### ***Sur l'urbanisation des zones agricoles***

Nous soutenons la demande de la Chambre d'agriculture de limiter les OAP des Nugues et des Eymins aux seuls périmètres correspondant à l'échéance du PLU.

Sur les bâtiments agricoles, il paraît normal que les exploitants puissent construire les bâtiments nécessaires à l'activité agricole. Inversement, il convient de limiter le changement de destination de ces bâtiments et plus encore d'interdire leur extension s'ils ne sont plus utiles à l'exploitation. À défaut, le PLU créerait une incohérence : on ne peut pas permettre la création de bâtiments d'exploitation et en même temps faciliter leur conversion en logements périurbains.

### ***Sur les places à créer pour les vélos dans les logements nouveaux***

Nous partageons la demande de l'État pour l'extension de l'obligation de prévoir des places pour les vélos aux programmes de construction de moins de quatre logements.

La présidente du CEVC

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Ingeborg Eilers', with a stylized flourish at the end.

Ingeborg Eilers